

• LE DEVOIR • ACTUALITÉS

La cicatrice Berri serait bientôt effacée

La Ville de Montréal rêve de transformer la rue en gracieux boulevard

Plongée dans ses études de réaménagement de la rue Berri, Montréal rêve d'effacer l'une des cicatrices laissées sur son centre-ville par le tout-à-l'auto des années passées.

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Dans la foulée de la construction de la Grande Bibliothèque du Québec (GBQ), la Ville de Montréal voudrait transformer la vilaine rue Berri, au centre-ville, en gracieux boulevard.

La réalisation de la première phase de ce projet évalué à 20 millions est prévue pour 2003 et 2004. D'ici là, il reste à compléter les études des impacts que pourraient avoir, par exemple, l'aménagement d'un terre-plein au centre de la chaussée, la plantation d'arbres, le réaménagement du square Viger, au sud, ou le remblayage du viaduc de la rue Sherbrooke, au nord.

La préparation des plans et devis devrait être entamée l'an prochain.

«De toute manière, il faut attendre que la construction de la Grande Bibliothèque soit terminée», explique le maire de Montréal, Pierre Bourque. C'est un secteur qui en a grand besoin. Pour donner une idée de la nouvelle allure que pourrait avoir la rue Berri, il cite l'exemple de l'avenue McGill College, réputée pour son enfilade d'arbres en plein cœur de la ville et la perspective qu'elle offre sur l'université McGill et le mont Royal.

Ce n'est pas la première fois que le segment de la rue Berri compris entre les rues Cherrier et Viger fait l'objet de projets de transformation. Aménagé durant les années 50 alors qu'on pensait faire de la rue un «évacuateur d'automobiles» de l'autoroute

Ville-Marie vers le nord de l'île, le tronçon est, depuis, resté désespérément large et dénudé. Au point où la plupart des immeubles qui le bordent ont préféré lui tourner le dos et ouvrir leurs entrées principales sur les rues parallèles ou perpendiculaires.

Dernier coup de pouce

Le remplacement de l'ancien Palais du commerce par une GBQ que l'on veut à la fois imposante et enracinée dans le quartier semble avoir été le dernier coup de pouce qu'il manquait pour mettre en branle le travail de réaménagement.

«Ça devient important, avec la Grande Bibliothèque et le terminus d'autobus, qui est en face, de faire quelque chose de plus beau», dit Pierre Bourque.

Déjà, le projet de GBQ, dont le chantier s'est mis en branle la semaine dernière et qui devrait être terminé en 2003, comprend des aménagements paysagers, dont la création d'un parc dans l'ancien stationnement du Palais du commerce. À cela, la Ville sait déjà au moins qu'elle veut ajouter une plantation importante d'arbres aux abords de la rue. Quand au reste, plusieurs questions restent à régler.

Projet à l'étude

Résumées dans un document intitulé *De l'intégration urbaine de la Grande Bibliothèque du Québec au boulevard Berri*, les diverses options présentement à l'étude balancent notamment entre l'idée d'aménager un boulevard avec un terre-plein au

centre ou une avenue qui amènerait plutôt l'élargissement des trottoirs.

Dans les deux cas, la piste cyclable bidirectionnelle présente-ment protégée par une bande de béton ferait place à des «voies pour cyclistes» marquées sur le sol de chaque côté de la rue.

Le viaduc qui assure présentement, au nord du tronçon, le passage des automobiles sous la rue Sherbrooke, entre les rues Ontario et Cherrier, fait lui aussi l'objet de divers scénarios pour une deuxième phase de travaux. L'un d'eux propose la transformation du viaduc en stationnement. Un autre suggère qu'il soit simplement remblayé.

Dans tous les cas, on envisage la possibilité de permettre la construction, entre les deux voies de la rue Berri, d'un immeuble d'un maximum de 20 étages sur la rue Sherbrooke et d'un autre d'un maximum de quatre étages au coin de la rue Cherrier. Entre les deux, un îlot d'arbres agrémenterait l'arrière de l'Institut d'hôtellerie, lui aussi en voie d'être rénové.

La troisième et dernière phase du projet concernerait l'autre bout du tronçon, aux portes du Vieux-Montréal.

On chercherait à remettre en valeur l'édifice Viger et son square, un peu plus isolés l'un de l'autre à chaque nouveau projet d'aménagement réalisé au cours des ans.

Dans le cas de l'espace vert, on pourrait s'inspirer d'un autre square, Saint-Louis celui-là, pour y améliorer l'accessibilité visuelle et physique. En ce qui concerne l'édifice Viger, on espère que l'ancienne gare aux airs de château Frontenac, occupée aujourd'hui par la Ville de Montréal, retrouve une autre vocation passée, celle d'hôtel.



ÉRIC ST-PIERRE LE DEVOIR

Vue d'ensemble de la rue Berri: «Ça devient important, avec la Grande Bibliothèque et le terminus d'autobus, qui est en face, de faire quelque chose de plus beau», a dit hier Pierre Bourque.

Gérald Tremblay à la défense du festival de la Fierté gaie

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Le candidat à la mairie de Montréal Gérald Tremblay s'est porté hier à la défense du festival de la Fierté gaie contre une décision de la Ville de Montréal... prise avec l'accord des organisateurs de l'événement.

En tournée électorale dans l'est de l'île, le chef de la nouvelle Union des citoyens de l'île de Montréal s'est soulevé contre la décision de la Ville de ne pas fermer, cette année, un tronçon de la rue Sainte-Catherine à la circulation automobile durant le festival, confinant par le fait même ses participants au parc Émilie-Gamelin, à l'extrémité ouest du Village gai. Gérald Tremblay a dit s'interroger sur les motivations profondes de cette décision. «L'argument de la sécurité ne tient pas, a-t-il affirmé dans un communiqué. Il y a certainement d'autres raisons, mais l'épais brouillard qui entoure la gestion du candidat [Pierre] Bourque nous empêche d'y voir plus clair.»

L'explication devait venir des organisateurs du festival eux-mêmes. «La rue Sainte-Catherine est beaucoup trop étroite pour que l'on continue à y tenir l'événement», a déclaré la porte-parole Elena Wright. L'an dernier, un petit feu s'est déclaré dans un appartement et il a fallu 18 minutes aux pompiers pour s'y rendre. [...] On est très contents de la décision de concentrer les événements au parc [Émilie-Gamelin] et d'y fermer la rue Berri durant la fin de semaine. Avec 600 000 personnes au défilé et 350 000 personnes sur le site, il n'y avait pas vraiment d'autre endroit pour faire cela.»

Elena Wright reconnaît que certains commerçants du quartier sont sans doute déçus de ne pas pouvoir installer de terrasses dans la rue comme les années précédentes.

Elle estime toutefois qu'ils ne manqueront pas de profiter quand même de la venue d'autant de monde.

L'arrangement proposé par la Ville n'a rien d'original, ajoute-t-elle. «Les quartiers où se concentrent les communautés gaies ailleurs dans le monde sont habituellement trop petits pour accueillir autant de visiteurs. C'est pour cela que les fêtes sont toujours organisées dans de grands espaces situés aussi près que possible.»

Le festival de la Fierté gaie se déroulera cette année du 28 juillet au 6 août.

Les cellules souches présentent un énorme potentiel thérapeutique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bethesda, États-Unis — Les cellules souches, en particulier celles provenant d'embryons humains, présentent un énorme potentiel pour le traitement de maladies aujourd'hui incurables, ce qui justifie de poursuivre les recherches sur leurs applications thérapeutiques, selon un rapport scientifique publié hier.

«À ce jour, il est impossible de prédire quelles cellules souches [...] correspondent aux besoins de la recherche fondamentale et des applications cliniques. Les réponses résident manifestement dans la poursuite des recherches», écrivent les auteurs de ce rapport publié par les Instituts nationaux de la santé (NIH), basés à Bethesda (Maryland, est).

Intitulé *Cellules souches: progrès scientifiques et directions futures de la recherche*, ce rapport de 222 pages, rédigé à la demande du secrétaire américain à la Santé, Tommy Thompson, dresse l'état de la recherche médicale thérapeutique dans le domaine novateur des cellules souches.

«Il va nous falloir faire davantage de recherche fondamentale afin d'en apprendre plus sur ces cellules. Nous ne connaissons même pas aujourd'hui les différences qui existent entre les différentes lignées», a expliqué le directeur de la politique scientifique aux NIH, Lana Skirball, lors d'une téléconférence de presse.

La publication de ce rapport intervient à l'occasion d'auditions publiques cette semaine au Sénat sur ce sujet et au milieu d'un in-

tense débat public sur l'opportunité de financer par des fonds publics les recherches sur les cellules souches.

Le président George W. Bush doit annoncer dans les prochaines semaines une décision à ce sujet.

La question suscite une controverse aux États-Unis car l'extraction des cellules souches embryonnaires — jugées plus prometteuses que les cellules souches adultes — nécessite la destruction d'embryons ou la récupération de fœtus avortés.

Or M. Bush a insisté sur le fait qu'en raison de ses convictions religieuses et anti-avortement, il n'autoriserait pas le financement public de recherches si celles-ci devaient entraîner «la destruction d'embryons humains».

Les recherches sur les cellules

souches animales ne sont pas suffisantes car les modèles ne sont pas transférables chez l'homme, a estimé Mme Skirball.

«Pour conduire des recherches sur les cellules souches embryonnaires humaines, on doit détruire des embryons humains», a-t-elle dit.

Une solution serait d'isoler les cellules souches présentes chez l'adulte et de mettre au point des traitements qu'à partir de ces dernières. Mais, a rappelé Mme Skirball, les recherches ont montré qu'à ce jour la pluripotence des cellules souches adultes, c'est-à-dire leur capacité à évoluer en n'importe quelle cellule spécialisée, n'a pas été démontrée.

Les cellules souches embryonnaires restent donc à ce jour le meilleur espoir des scientifiques, a-t-elle conclu.

Trop tôt pour libéraliser le transport aérien, dit Collenette

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Le ministre des Transports, David Collenette, estime qu'il serait prématuré d'enclencher le processus de libéralisation du transport aérien au Canada, comme le lui propose un comité qu'il a lui-même mis sur pied l'année dernière pour étudier cette question.

Le rapport rendu public hier présente pas moins de 90 recommandations destinées notamment à stimuler la concurrence dans cette industrie.

Les plus controversées de ces recommandations proposent à Ottawa de négocier une entente continentale de libéralisation du transport aérien, avec les États-Unis et le Mexique, et de faire en sorte que les taxes imposées sur le carburant servent exclusivement à l'amélioration du réseau routier et des transports en commun.

Prenant note du rapport, M. Collenette a quand même déclaré qu'il n'était pas question de permettre une augmentation de la concurrence étrangère avant le début de l'année prochaine au plus tôt. Le ministre a indiqué à plusieurs reprises par le passé qu'il préférerait attendre de voir si la

demande sur le marché canadien est assez importante pour susciter une concurrence au transporteur issu de l'achat des Lignes aériennes Canadiennes Internationales par Air Canada.

«Je suis très satisfait de la façon dont évoluent les choses», a-t-il dit lors de la conférence de presse, à Toronto. Depuis la disparition de Canadien, Air Canada a vu naître de nouveaux concurrents, comme Canada 3000 et WestJet, «sans compter le ralentissement économique qui n'est pas sans lui causer certaines inquiétudes», a ajouté le ministre.

«L'industrie aérienne dans le monde entier reste toujours quelque chose de fragile, a-t-il poursuivi, et c'est pourquoi nous devons agir avec prudence. Mais nous sommes d'accord de façon générale avec une politique de libéralisation internationale du transport aérien, qui demeure un objectif valable.»

Le comité sur le transport reconnaît lui-même que les États-Unis sont hésitants à ouvrir leur propre marché sans obtenir d'importantes concessions en retour. Il se dit donc opposé à «une action unilatérale qui permettrait une concurrence étrangère au Canada en matière de transports».

Les recommandations du comité feront partie des discussions lors de la réunion annuelle des ministres fédéral et provinciaux des Transports, l'automne prochain, a indiqué M. Collenette.

Quant à l'idée de permettre aux Américains de faire du cabotage (i.e. du transport sur les vols intérieurs) au Canada, il n'en est pas question, a dit M. Collenette. Selon lui, les grands transporteurs américains ne seraient intéressés qu'aux liaisons les plus payantes, précisément celles où la concurrence est déjà assez forte au Canada.

«Permettre la concurrence étrangère ne servirait pas nécessairement les intérêts des plus petites communautés. Ça n'augmenterait pas la concurrence pour des endroits comme Chicoutimi, Sudbury ou Moose Jaw», a précisé M. Collenette.

Au cas où les négociations pour un éventuel marché aérien continental ne devaient pas déboucher, le comité propose d'ouvrir des négociations semblables avec d'autres pays.

Enfin, le comité suggère à Ottawa de privatiser graduellement les aéroports du pays et d'augmenter le plafond des investissements étrangers dans les compagnies aériennes canadiennes.

Un Cessna s'écrase à Gaspé en avril 1999

L'inexpérience du pilote est mise en cause

PRESSE CANADIENNE

Gaspé — Le rapport d'enquête sur l'écrasement d'un Cessna de la compagnie Myrand Aviation à Gaspé le 13 avril 1999 conclut que les conditions climatiques sont à l'origine d'une perte d'orientation du pilote de l'appareil, qui possédait les qualifications requises pour un tel vol, mais une expérience limitée pour effectuer une approche aux instruments.

Au dessus de Mont-Joli, le pilote a été informé que les conditions s'étaient dégradées et qu'il était maintenant difficile d'atterrir en toute sécurité. Une fois à Gaspé, l'atterrissage devenait difficile, la piste étant enneigée. Le Bureau de la sécurité des transports du Canada estime que le pilote aurait perdu son sens de l'orientation et aurait dirigé l'avion vers le sol.

Quatre personnes ont perdu la vie dans l'écrasement. Le pilote totalisait 1300 heures de vol, dont 210 aux instruments, et le copilote cumulait 2020 heures de vol, et 100 aux instruments.

Grand solde d'été

au Club 402-HOMME 50% et plus

Costumes d'été, importés d'Italie

laine ≈ coton ≈ lin

reg. 950\$

Solde 399\$

Vestes d'été, importés d'Italie

laine ≈ coton ≈ lin

reg. 695\$

Solde 299\$

Pantalons 100 % laine, importés d'Italie

reg. 195\$

Solde 99\$

Pantalons 100 % coton, importés d'Italie

reg. 150\$

Solde 75\$

1118, rue Sainte-Catherine O.,
2^e étage, Montréal (Québec)
H3B 1H5
tél.: 861-3636

Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Samedi de 10 h à 16 h
Tous les soirs après 18 h
sur rendez-vous seulement

• LES ACTUALITÉS •

LE SOMMET DE BONN SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Tout est possible, même un accord

Les négociations à huis clos seraient « extrêmement difficiles mais constructives »

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bonn — Un accord est encore possible aux négociations sur le réchauffement climatique en cours depuis lundi à Bonn, a estimé hier soir le ministre néerlandais de l'Environnement, Jan Pronk, qui les préside.

Mais M. Pronk a aussitôt tempéré ce pronostic en se qualifiant d'« un peu plus optimiste » parce qu'il était « fort pessimiste » à l'ouverture de ces pourparlers, qui portent sur la définition des règles d'application du protocole de Kyoto. Il a refusé de dire si un échec à Bonn signifierait la mort de cet accord que les États-Unis ont décidé, en mars, de ne pas ratifier. Le protocole « serait alors bien malade », a-t-il répondu.

Peu auparavant, son collègue allemand, Jürgen Trittin, avait jugé les négociations « extrêmement difficiles mais constructives ». « Il n'est pas exclu qu'on aboutisse à un accord, il n'est pas exclu qu'il y ait un échec », avait-il dit dans une conférence de presse séparée.

Tant M. Pronk que M. Trittin se sont efforcés de ménager les États-Unis en public en affirmant qu'ils « ne bloquaient pas les négociations ».

M. Pronk tout comme M. Trittin ont évité soigneusement toute critique du Japon, qui refuse de choisir entre la position américaine et celle des Européens, favorables à une ratification de Kyoto même en l'absence des États-Unis. Le Japon détient la clé d'une entrée en vigueur de Kyoto depuis la défection américaine compte tenu des règles de ratification de l'accord.

Pas de gants

Les écologistes n'ont pas pris ces gants, accusant Tokyo de « saper le protocole » et d'« exercer un chantage » sur les Européens en exigeant d'eux des concessions inacceptables, notamment sur les puits de carbone (absorption des gaz à effet de serre par les forêts et les terres agricoles). Ce dossier épineux des négociations avait été à l'origine de l'échec de la précédente conférence de négociations à La Haye, en novembre.

M. Pronk s'est montré ouvert à des propositions favorables à une très large prise en compte des puits, présentées par des alliés traditionnels des États-Unis dans les négociations. Il a estimé qu'elles « ne franchissaient pas la double ligne rouge » au-delà de laquelle il n'y aurait plus de véritables réductions d'émissions et que le protocole perdrait toute crédibilité.

Selon M. Trittin, les choses sérieuses ne démarreront vraiment que demain, lorsque les hauts fonctionnaires des 178 pays présents à Bonn passeront le relais à leurs ministres de l'Environnement.

Mais la conjoncture politique n'est pas favorable à un accord, le gouvernement japonais pouvant difficilement avancer avant les élections sénatoriales du 29 juillet. Cependant, une déclaration du G8 pendant le week-end, permettant de réaffirmer la volonté de « la majorité » des pays participants de mettre Kyoto en vigueur en 2002, pourrait sauver la mise à Bonn, selon des diplomates européens. Les chefs d'État et de gouvernement des grands pays industrialisés et de la Russie se réunissent à Gênes, en Italie, à partir de demain soir.

À Londres, où le président George W. Bush est attendu aujourd'hui avant de gagner Gênes,



MICHAEL DALDER REUTERS

À Bonn, de rares pancartes sont brandies à bonne distance de l'hôtel, bouclé par des cordons de police.

le porte-parole du premier ministre britannique Tony Blair a mis en garde contre tout espoir « de percée majeure sur un sujet global » comme le climat. Une réunion comme celle du G8 est essentiellement destinée, a-t-il relevé, à aider les dirigeants des grandes puissances à mieux se comprendre.

Relais

Les hauts fonctionnaires passeront donc aujourd'hui le relais aux ministres. Ils tentaient hier de sortir de l'impasse après l'échec de la dernière conférence de La Haye.

La décision en mars du président américain George W. Bush de quitter le cadre du protocole de Kyoto a largement entamé les chances d'un accord à Bonn.

À La Haye, l'espoir d'un accord électrisait les participants. Le centre de conférences, véritable fourmilière, bruissait de propositions et de contre-propositions. Les négociations de

Bonn se déroulent à huis clos.

À Bonn, de rares pancartes sont brandies à bonne distance de l'hôtel, bouclé par des cordons de police.

Quelques étudiants américains sont venus hier manifester leur soutien au président George W. Bush, tête de Turc des grandes organisations écologistes présentes.

Les écologistes comptent mettre un peu d'animation samedi avec l'installation, non loin du lieu de négociation, d'un canot de sauvetage géant (trente mètres de long, cinq mètres de haut). Pour l'heure, le canot est en construction à plusieurs stations de tramway de là, totalement invisible des participants à la conférence.

Les organisations non gouvernementales (ONG), comme Greenpeace, le WWF (Fonds mondial pour la nature) et les Amis de la Terre, qui exerçaient sur les délégations à La Haye une pression d'autant plus forte

que tout le monde était tassé au même endroit, sont, à Bonn, tenues à distance, à plusieurs centaines de mètres de l'hôtel.

« C'est vrai, il y a beaucoup moins de passion qu'à La Haye, mais cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien dans la négociation, au contraire », estime toutefois Raphaëlle Gauthier, du Réseau action climat, qui regroupe les associations écologistes françaises.

Un négociateur français se dit « plutôt agréablement surpris ».

En fait, cela fonctionne à peu près, des négociations ont lieu au niveau technique, commente-t-il. « Les pays en présence testent leur capacité à faire des compromis », estime-t-il.

Faute d'accord formel à Bonn, la plupart des observateurs s'attendent à une sorte de déclaration générale en faveur du protocole de Kyoto, assortie d'un renvoi des points litigieux à la prochaine conférence à Marrakech, en octobre.

Des positions difficiles à concilier

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Six conférences internationales plus tard, le protocole de Kyoto n'a toujours pas été ratifié, selon ses propres exigences, par 55 pays représentant 55 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) des pays industrialisés. Et les positions des principaux producteurs de ces gaz polluants semblent encore aujourd'hui difficile à réconcilier.

Les États-Unis

36,1 % des GES produits sur terre proviennent des États-Unis. Pourtant, en mars dernier, le président américain, George W. Bush, a annoncé le rejet du protocole par les États-Unis, le jugeant « fondamentalement défectueux ». Défectueux, car les réductions des émissions de GES imposées aux pays signataires risquent de nuire aux objectifs économiques des États-Unis. En entrevue mardi à la BBC, lors de son passage à Londres, Bush l'a d'ailleurs répété: l'environnement est une question qu'il prend « très au sérieux », mais le

protocole est pour lui « définitivement enterré ». Les États-Unis sont toutefois présents aux négociations de Bonn, ces dernières se déroulant dans le cadre des réunions de suivi de l'accord climatique de Rio qu'ils ont ratifié en 1992.

Le Canada

Signataire du protocole en 1997, le Canada ne cesse d'affirmer qu'il honorera ses engagements de Kyoto mais semble toutefois incapable d'arriver avec les autres signataires à un compromis sur la mise en œuvre du traité. Principal point d'achoppement: les « puits de carbone » — les espaces forestiers capables de capter les GES — à la base de l'échec des discussions de La Haye. L'administration Chrétien souhaiterait que ces « puits » soient pris en compte pour mesurer les efforts d'un pays dans sa lutte contre les GES. L'Union européenne semble plutôt froide à cette idée.

Le Québec

Fait rarissime dans le domaine de l'environnement, le gouvernement du Québec, ac-

compagné d'une dizaine d'organismes sociaux, étudiants, syndicaux et environnementaux, a appuyé la semaine dernière en conférence de presse la ratification du protocole de Kyoto. Comme l'avaient fait d'ailleurs quelques semaines plus tôt l'Assemblée nationale. Le Québec condamne également les « tentatives de remise en question par certains pays du protocole de Kyoto comme moyen de s'attaquer aux problèmes des changements climatiques ».

L'Union européenne

La position de l'Union européenne (UE) est sans équivoque. C'est du moins ce que laisse croire la déclaration commune des chefs d'État et de gouvernement faite à Bruxelles, en Belgique, le 17 juillet dernier. Reconnaissant que « des changements climatiques sont actuellement en cours [et que] leurs conséquences se feront ressentir à l'échelle de toute la planète », l'UE affirme donc sa volonté de « tout mettre en œuvre afin que les négociations de Bonn soient couronnées de succès ».

L'accord de Kyoto, c'est quoi?

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Les changements climatiques au cœur des négociations. Réuni depuis lundi à Bonn en Allemagne, 176 pays tentent actuellement, et pour les deux semaines, une délicate opération de sauvetage en essayant de s'entendre, après de nombreuses tentatives infructueuses, sur les modalités de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) prévue dans le protocole de Kyoto. Un traité, adopté en 1997 lors de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui vise à enrayer l'inquiétant réchauffement de la planète.

À la Conférence mondiale de Toronto sur l'atmosphère en évolution en 1998, au deuxième Sommet de la Terre à Rio de Janeiro au Brésil en 1992, à la Conférence des parties (COP) — réunion annuelle des pays ayant ratifié la Convention de Rio — en 1995 et 1996, les pays participants l'ont, à en juger par les rapports et déclarations finales de ces réunions internationales, à maintes reprises affirmé: l'influence humaine sur le système climatique mondial est évidente et les changements engendrés sont « pires que tout sauf une guerre nucléaire mondiale ». Rien de moins.

A situation d'urgence, mesure d'urgence. Les gaz à effet de serre étant en grande partie responsables de ces changements climatiques, le 10 décembre 1997, réunis à Kyoto au Japon, 159 pays adoptent un protocole d'entente pour en réduire la production. Le traité, découlant des principes adoptés en 1992 au Sommet de Rio, est ambitieux:

■ Imposer à 38 pays industrialisés une réduction de 5,2 % en moyenne, par rapport aux émissions de l'année 1990 — utilisée comme année de référence —, des rejets de six gaz à effet de serre — dioxyde de carbone, méthane, oxyde nitreux ainsi que trois halocarbures, dont les hydrofluorocarbures (HFC) font partie — entre 2008 et 2012.

■ L'objectif visé de 5,2 % est minimal. Le Canada et le Japon s'engagent donc à réduire leurs émissions de gaz de 6 %, les États-Unis de 7 %, l'Union européenne de 8 %,

en répartissant toutefois l'effort entre ses 15 membres (Allemagne: 21%; Royaume-Uni: 12,5%; Italie: 6,5%).

■ Pour atteindre ces objectifs, les signataires du protocole s'engagent à élaborer et à mettre en application des politiques nationales visant entre autres à accroître l'efficacité énergétique « dans les secteurs pertinents de l'économie nationale », à protéger et renforcer les « puits de carbone » — comprendre: les espaces boisés qui captent et emmagasinent ces gaz —, à promouvoir des formes d'agriculture durable, à mettre en valeur l'utilisation d'énergie renouvelable mais aussi de technologies dédiées à la dépollution, à réduire progressivement les incitations et allègements fiscaux ainsi que les subventions aux entreprises dont les activités vont à l'encontre des objectifs du protocole, à encourager des réformes pour limiter la production de GES, à limiter la production de méthane en mettant en place des mécanismes de gestion de déchets et également à coopérer avec les autres signataires du traité dans le but de partager « le fruit de leur expérience » pour lutter conjointement contre le réchauffement de la planète.

84 pays ont signé

À l'heure actuelle, 84 pays ont signé ce protocole. De ce nombre, à peine 34 l'ont pour le moment ratifié; des pays en voie de développement pour la plupart. Le hic: pour entrer en vigueur, le protocole doit absolument être ratifié par 55 pays représentant au moins 55 % des émissions planétaires de gaz carbonique.

Les États-Unis, de loin le plus grand pollueur de la planète, est à l'origine de 36,1 % de ces émissions.

Rassemblés à Buenos Aires en 1998, les signataires du protocole se sont donné deux ans pour s'entendre sur les mécanismes de mise en œuvre du protocole. Un vœu pieux. La Conférence des parties tenue à La Haye, aux Pays-Bas, en 2000 s'est en effet soldée par un échec. Reste désormais à voir si la Conférence de Bonn, la sixième conférence sur le traité, pourra donner de meilleurs résultats.

Récapitulatif sur les gaz à effet de serre

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

L'effet de serre est un phénomène naturel et bénéfique qui conduit au réchauffement de l'atmosphère terrestre qui, autrement, serait inhabitable parce que trop froide. À la source, la chaleur provient du Soleil, qui irradie la surface de la Terre. Puis, à son tour, la Terre restitue dans l'atmosphère une part de cette énergie

qui va ensuite dans l'espace. Or l'atmosphère terrestre contient un mélange de gaz qui retiennent la chaleur émise par la Terre. On les appelle les gaz à effet de serre.

La plupart des gaz à effet de serre sont générés par des cycles naturels. La vapeur provient de l'évaporation de l'eau ainsi que de la respiration et la transpiration des êtres vivants. Le dioxyde de carbone est quant à lui dégagé lors de la respiration des plantes et des animaux, ainsi que lors de feux de forêt. Le méthane émane des rizières et du bétail en pâturage. L'oxyde nitreux est un élément naturel du sol et des océans. L'ozone est lui aussi naturellement présent dans la basse atmosphère, mais en quantités limitées.

Depuis le début de la révolution industrielle, les activités humaines ont accru les concentrations de ces gaz et en ont diffusé de nouveaux, des gaz artificiels fabriqués par l'homme.

La consommation de carburants fossiles pour le transport, le chauffage des maisons et le fonctionnement des industries a radicalement augmenté la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Une augmentation de 30 % en un siècle.

La décomposition des ordures

dans les décharges publiques et l'intensification de l'élevage animal et de la riziculture ont élevé de 145 % la concentration de méthane au cours de la même période. Or, en raison de sa capacité de rétention de la chaleur, de 21 fois supérieure à celle du dioxyde de carbone, le méthane a fortement accentué l'effet de serre.

L'utilisation d'engrais chimiques azotés pour stimuler les cultures a pour sa part amplifié la

présence d'oxyde nitreux de 15 % tandis que la réaction entre les divers gaz polluants d'origine humaine a entraîné la production d'ozone supplémentaire dans la basse atmosphère.

Les États-Unis figurent au premier rang parmi les coupables

A cet accroissement substantiel des gaz à effet de serre naturels s'ajoute la présence des halocarbures créés par l'homme et dont la capacité de rétention est la plus élevée de tous les gaz. Le plus connu des halocarbures est le chlorofluorocarbure (CFC), utilisé dans les bombes aérosol, la réfrigération et les mousses isolantes.

Qui sont les grands responsables de la hausse de ces émissions qui réchauffent notre planète? Les États-Unis figurent au premier rang parmi les coupables puisqu'ils ont déversé dans l'atmosphère 30 % du dioxyde de carbone généré par des activités humaines depuis le début de la révolution industrielle. Le Canada vient au dixième rang avec une contribution de 2,3 %, comparable à celles de toute l'Afrique (2,5 %) et du Moyen-Orient (2,6 %). La Chine et l'Inde, qui comptent 40 % de la population mondiale, sont quant à elles responsables de 11 % des émissions planétaires depuis un siècle.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CAUCHEMAR

SUITE DE LA PAGE 1

Demain, un sénateur conservateur et une dissidente alliée tiendront une table ronde sur l'avenir de l'éducation postsecondaire. La semaine prochaine, à Halifax, des députés des deux partis se rencontreront pour élaborer, comme cela a été fait le mois dernier, une stratégie commune qui rendrait l'opposition plus efficace au Parlement. Et, aux dernières nouvelles, la réunion d'une cinquantaine de représentants des deux formations aura toujours lieu à Mont-Tremblant le mois prochain. Une rencontre qu'on présente comme «un point de départ» en vue de la création d'une solution de rechange aux libéraux.

Certes, le Parti conservateur reste prudent. Joe Clark pèse ses mots et applique les freins dès que la presse parlementaire s'emballe et interprète les annonces comme le début d'une fusion. On ne veut pas s'immiscer dans les affaires internes de l'Alliance, et il n'y a rien à gagner à se montrer trop copain avec le Gaston Lagaffe de l'heure. Et puis, la saga ne fait peut-être que commencer.

Car Stockwell Day n'a pas capitulé mardi en demandant une nouvelle course au leadership. Il a plutôt lancé son offensive. Les 13 dissidents qui ont demandé sa démission avaient réussi à placer le fardeau de la preuve sur les épaules de M. Day. Le chef devait démontrer comment il allait améliorer la situation. Mais demander le départ de Stock semblait être la seule stratégie des 13. Et quoi, maintenant? M. Day a réussi à inverser le rapport de force. C'est aux dissidents de dire ce qu'ils feront. Revenir au bercail? Présenter un candidat? Et si M. Day l'emporte quand même, que feront-ils? Rester indépendants, au risque d'être qualifiés d'antidémocratiques? Rejoindre le Parti progressiste-conservateur?

C'est aujourd'hui que les membres du conseil national du parti discuteront du moment opportun pour tenir la course au leadership demandée par Stockwell Day. Ils pourraient choisir une date ou créer un comité qui la déterminera pour eux. Le vote peut avoir lieu au plus tôt le 19 octobre prochain (et Day devrait démissionner aujourd'hui) ou le 17 juillet 2002 (il resterait chef jusqu'à la mi-avril). Le choix d'octobre est risqué: la campagne aurait lieu pendant la rentrée parlementaire, habituellement l'occasion pour l'opposition de se mettre en valeur. Si on opte pour le plus tard possible, Stockwell Day pourrait être accusé de vouloir gagner du temps. Une porte-parole de M. Day a d'ailleurs indiqué qu'il préférerait plus tôt que tard.

Certains membres du conseil, comme Gérard Latulippe, optent toutefois pour le plus tard possible. La raison? «L'idéal, ce n'est pas qu'il y ait une chefferie de l'Alliance canadienne. C'est qu'il y ait suffisamment de temps pour que ça se transforme en une chefferie d'un seul parti unique pour la droite au Canada.» Les candidatures évoquées de Brian Pallister, député allié, et candidat au leadership conservateur contre Joe Clark en 1998, et de Stephen Harper, président du *think tank* de droite National Citizens Coalition et ancien député allié, parti à cause du conservatisme social de ses collègues, iraient dans ce sens.

En somme, ce pourrait être une reprise du grand scénario manningien qui avait mené à l'Alliance qui n'en fut pas vraiment une. Mais, cette fois, les acteurs rejouent... avec l'humilité que leur a imposée un premier tour.

Carpe diem

Par Yvon Corbeil

L'univers est, dit-on, parfaitement indifférent aux individualités qui le composent.

Ce qui compte, c'est le général, la race, l'espèce. Les individus sont interchangeables, et leur disparition n'entraîne aucun émoi.

Dieu était statisticien.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Contrat de vente 40012291 Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

EAU

SUITE DE LA PAGE 1

Les intentions des Américains de réclamer l'accès à l'eau canadienne n'étaient pas inconnues mais il s'agit probablement de la première mention publique du sujet par les autorités, précise Anne Mitchell, de l'Institut canadien du droit et de la politique de l'environnement. Elle ajoute qu'il est impossible de prédire l'impact de l'exportation de l'eau sur les écosystèmes puisqu'aucune recherche n'a été faite à ce sujet.

Plus tôt cette année, le premier ministre terre-neuvien Roger Grimes avait signifié qu'il envisageait l'exportation d'eau douce de sa province. Certains opposants au projet croient que si une province autorise des exportations massives d'eau, les dispositions de l'ALENA s'appliqueront, et les entreprises étrangères auront toute la latitude voulue pour acheter de l'eau à toutes les provinces et aux territoires. Le ministre Anderson tente de faire accepter un accord national interdisant les transferts d'eau d'un bassin hydrographique à un autre. Jusqu'à maintenant, il a obtenu l'assentiment de six provinces et des trois territoires. Le Québec refuse toujours de signer cet accord, a précisé le ministre.

Le rejet par le gouvernement canadien de la requête du président Bush ne rassure pas outre mesure les groupes environnementaux. «On est face à un très grand risque. Avec le niveau actuel des Grands Lacs et celui du fleuve Saint-Laurent, s'il fallait que les Américains se servent directement dans les Grands Lacs, le Saint-Laurent, qui est au plus bas, en souffrirait», a affirmé hier Hubert Demard, chargé de projets au Réseau Environnement, qui regroupe notamment des professionnels de l'environnement.

G8

SUITE DE LA PAGE 1

Cette rencontre fait suite à la réunion préparatoire de deux jours des ministres des Affaires étrangères des huit pays. Les nombreux contacts bilatéraux préalables ont confirmé les différences, voire les désaccords, entre Américains, Européens et Russes sur les grandes crises comme sur les questions de sécurité.

En début d'après-midi demain, le ralentissement de l'économie mondiale sera au centre de la réunion du G7. Préoccupé par la faible croissance de l'économie américaine, George W. Bush, qui participera à son premier G8, compte bien obtenir le soutien de ses partenaires pour le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales après l'échec de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en 1999.

Le G8 proprement dit commencera demain en fin d'après-midi avec le lancement officiel du Fonds mondial pour la santé en présence du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan. Ce fonds, auquel les

M. Demard croit que la convoitise américaine à l'endroit de l'eau canadienne pose un plus grand risque que ne l'aurait fait l'exportation d'eau potable par bateau, voire en bouteille, vers les pays du Moyen-Orient, comme l'avaient envisagé des gens d'affaires québécois, dont Jean Coutu, il y a quelques années. Cette question avait cependant soulevé beaucoup d'inquiétude au sein de la population. Aussi, dans un rapport remis en mai 2000, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) recommandait au ministre de l'Environnement de s'opposer à l'exportation massive d'eau douce par voie de dérivation ou de pipeline, voire par citernes ou en contenants de vrac.

Sylvie Paquerot, présidente de l'Association québécoise pour le contrat mondial de l'eau, s'inquiète aussi de la suite des événements. La notion de patrimoine de l'humanité, telle que conçue par les États-Unis, privilégie le partage des ressources, et Mme Paquerot ne croit pas que la réaction du premier ministre canadien impressionnera M. Bush. «Avec les gros problèmes de pénurie qu'ils connaissent dans l'ouest du pays, ils ne lâcheront pas le morceau comme ça. Le règne Bush laisse présager de gros problèmes parce que lui, le développement durable, il ne sait pas ce que ça veut dire, ou il ne veut pas le savoir.» Pour illustrer les doutes qu'elle entretient sur le pouvoir de Jean Chrétien en la matière, Mme Paquerot cite la cause de Sun Belt Water, une entreprise californienne qui, depuis deux ans, désire poursuivre le Canada devant le tribunal de l'ALENA pour la restitution de son permis d'exportation d'eau, que le gouvernement de la Colombie-Britannique lui avait retiré en 1991. «Dans le cas de la Sun Belt, ce ne seront ni Bush ni Chrétien qui décideront. Si la cause se rend devant le tribunal de l'ALENA et que le tribunal tranche, Chrétien aura beau dire non, ça ne changera plus rien.»

Avec la Presse canadienne

huit contribueront à hauteur d'un milliard de dollars, est destiné à lutter contre le sida, le paludisme et la tuberculose, trois pandémies responsables de plus de cinq millions de morts par an, principalement dans les pays pauvres. Le Canada contribuera 100 millions.

Unanimes pour soutenir ce fonds, les huit le seront moins au moment d'aborder le deuxième sujet à l'ordre du jour, le débat sur la ratification du protocole de Kyoto contre le réchauffement climatique. George W. Bush, qui refuse de ratifier cet accord de 1997 sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, sera confronté à une nouvelle fois aux critiques de ses partenaires, notamment européens.

Compte tenu des derniers contacts entre les signataires, en particulier ceux de cette semaine à Bonn, les discussions risquent de tourner au dialogue de sourds. Les Américains restent opposés à tout objectif contraignant en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, alors que les Européens sont déterminés à appliquer dans son intégralité le protocole de 1997. «Il est possible que le résultat soit un constat de désaccord», a reconnu hier la porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna.

Troisième thème de ce sommet, la lutte contre la pauvreté dans le monde, et notamment en Afrique. Le

pour tout pedigree d'avoir «voyagé pendant quinze heures pour être ici».

Ah oui, l'annonceur maison. Les annonceurs maison, en fait. Le volleyball de plage a cette particularité d'être criard. Pas juste des résultats, des commentaires aussi fusent des haut-parleurs. «Tout un échange.» Et de l'information. Lenka Felbabova et Michaela Maixnerova «demeurent à Prague, qui est la capitale de la République tchèque». Merci. Et des entrevues dans les estrades avec des gens qui ont somme toute peu de choses à dire et qui n'ont jamais demandé à ce qu'on brandisse un micro sous leur nez pour que tout le monde le sache. Ça fait très radio FM, surtout que si vous passez à 1000 pieds du site, vous pourrez facilement trouver votre chemin vers le stade en suivant cette musique moderne jeune branchée tapageuse boum boum boum qui tonitruie à chaque pause. Peut-être Ricky Martin possède-t-il un smash terrible.

D'ailleurs, si vous m'autorisez un petit aparté, les filles tchèques ont écrasé le Maroc 21-5, 21-4 en ouverture du tournoi, ce qui m'a amené à me demander si des réussites tchèques dans un sport de plage n'équivalaient pas à l'avènement d'un champion saskatchewanais en ski alpin. Mais selon des experts consultés, ça n'a rien à voir. Après tout, les épreuves de volleyball de plage à Pékin 2008 (et non de tir au pistolet à air comprimé) auront lieu à la place Tiananmen, ce qui prouve que tout se fait quand on y met un peu de cœur.

N'empêche, ou à cause de, vous savez combien les humains ont le sentiment qu'il se passe quelque chose quand il y a des décibels, le volleyball de plage est promis à un beau succès lors de ces jeux. La coordonnatrice de la compétition et elle-même ex-volleyeuse, Sylvie Bigras, a indiqué hier que les programmes de vendredi, samedi et dimanche prochains affichent complet aux guichets. On ne serait

FRANCOPHONIE

SUITE DE LA PAGE 1

C'est qu'elle a changé depuis qu'elle a vu le jour il y a déjà plus de 30 ans, la Francophonie.

Le 20 mars 1970 naissait, grâce aux efforts de trois chefs d'État africains, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Vingt-huit pays y œuvraient, vingt-huit pays qui partageaient indéniablement une langue commune, le français. Il a fallu attendre 1990 pour que l'ACCT devienne l'opérateur principal des programmes décidés par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie. Puis 1995 pour qu'elle se transforme finalement en agence de la Francophonie. Conséquentement, au cours des années, sa mission s'est élargie, à l'instar de son membership.

«Répondre aux aspirations des populations et des gouvernements qui espèrent trouver dans la solidarité francophone une réponse concrète à leurs besoins de développement.» Telle est devenue la mission de cet organisme qui rassemble aujourd'hui une cinquantaine d'États et de gouvernements sur tous les continents, dont seulement la moitié (27 sur 52) ont le français comme langue officielle.

En fait, un document de travail du ministère fédéral des Affaires étrangères dont nous avons obtenu copie révèle qu'une dizaine d'États qui font partie de la Francophonie comptent moins de 10 % de francophones. Des pays comme l'Égypte (0,2 %), la Bulgarie (3,8 %), le Cambodge (2,4 %), la Moldavie (5 %), la

Malaisie (5 %) et le Vietnam (0,3 %) comptent même 5 % ou moins de francophones.

Qu'est-ce à dire? Que la Francophonie se transfor-

me peu à peu en Nations unies bis? Nenni, répond l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, qui affiche haut et fort cette spécificité qui la distingue de l'ONU. Le français n'est peut-être pas la langue première de bien des États, voire même une langue principale, mais cela n'en fait pas moins en leur sein une langue vivante, fait-on savoir.

Au fil des ans, d'ailleurs, bien des candidatures acceptées dans la Francophonie n'étaient pas basées sur un usage populaire important du français mais plutôt sur des raisons historiques. Le Cambodge, par exemple, compte 300 000 francophones pour une population dépassant les 12,2 millions. Bien que ce nombre soit petit, il faut rappeler que, jusqu'en 1953, la langue officielle de l'Indochine était le français et que le régime des Khmers rouges de Pol Pot a plus récemment eu un impact négatif sur cette langue.

Il en va également ainsi de la Lituanie, qui s'est vu accorder le statut d'observateur en septembre 1999 au Sommet de Montréal. Mais pour le pays balte, en plus de raisons historiques — le français était la première langue étrangère enseignée avant la Deuxième Guerre mondiale —, des raisons politiques lui ont permis d'intégrer la Francophonie. En effet, en prévision d'une éventuelle intégration à l'Union européenne, il apparaissait intéressant aux yeux des chefs d'État de lui permettre de faire son entrée dans la Francophonie afin que le fait français y reprenne en quelque sorte du poil de la bête.

C'est d'ailleurs ce qui nous indiquait en entrevue mardi Roger Dehaybe, l'administrateur général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie — l'opérateur principal de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Selon lui et le secrétaire général de l'OIF, Boutros Boutros-Ghali, la langue française se doit d'ouvrir toutes grandes ses portes si elle veut maintenir son statut de langue internationale.

SAUTENT

SUITE DE LA PAGE 1

Triollet, une membre de cette organisation qui prône la désobéissance civile.

Cette absence s'expliquerait par l'année chargée à organiser le mouvement de contestation à Québec, une question de budget et des priorités mises sur d'autres projets. «Après l'énorme mobilisation de ce printemps, on s'est permis des petites vacances!», s'est exclamée Isabelle Langlois, porte-parole à SalAMI.

Son organisation, poursuit-elle, fourbit ses armes en vue de la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), «d'instrument par excellence du néolibéralisme», qui se déroulera à Qatar, pays voisin de l'Arabie Saoudite, en novembre. «Pour qu'ils tiennent le sommet à Qatar, dans un pays où seuls les chameaux peuvent manifester, ça prouve qu'on les dérange», croit Mme Langlois. Même si on ne pourra pas être sur les lieux, on va jouer sur ce levier pour ridiculiser leur jeu et rallier l'opinion publique.»

La Fédération des femmes du Québec a choisi pour sa part de concentrer ses efforts sur l'organisation du deuxième sommet populaire, qui se tiendra en janvier 2002 à Porto Allegre, au Brésil. Elle se prépare aussi à accueillir les déléguées du monde entier qui viendront prochainement à Montréal dans le cadre de la rencontre internationale soulignant le premier anniversaire de la Marche mondiale des femmes.

Les organisations québécoises ne testeront pas le périmètre de sécurité érigé autour du palais Ducal à Gènes, mais elles prévoient être du nombre lors de sa tenue à Ottawa. «En 2002, ce sera notre tour!», a lancé Mme Guay.

Séverine Defouini

G8 fera le point sur les programmes d'allègement de la dette des pays du tiers monde. Lancée en 1996 au sommet de Lyon, l'initiative PITE (pays pauvres très endettés) concerne aujourd'hui 23 pays, contre neuf l'an dernier. Les engagements d'annulation des pays riches atteignent 100 % pour la dette au titre de l'aide publique au développement et au moins 90 % pour la dette commerciale traitée en Club de Paris.

Le G8 entend aussi proposer une stratégie globale de lutte contre la pauvreté, qui prendrait en compte l'ensemble des problèmes de développement, l'insertion des pays pauvres dans l'économie mondiale, la santé, l'éducation... Avec l'objectif de diviser par deux, en 2015, le nombre d'habitants de la planète vivant sous le seuil de pauvreté.

À ce sujet, le président Bush s'en prend, dans un entretien publié hier par le journal *Le Monde*, à la philosophie des manifestants antimondialisation qui, «en s'efforçant d'empêcher les échanges, enferme les gens dans la pauvreté», notamment dans les pays en voie de développement. Selon lui, «les manifestants en Italie ont le droit d'exprimer pacifiquement leur opinion. Mais en s'opposant au commerce international, ils privent les pays en voie de développement de leurs chances de croissance et condamnent les gens à la misère.»

pas loin de ce qu'elle appelle un «effet Bondi Beach», du nom du site de Sydney qui a connu un succès considérable lors des Jeux olympiques de septembre dernier.

Il faut dire que depuis le début des Jeux de la Francophonie plombe un soleil concupiscent sur la magnifique région d'Ottawa-Hull (selon le terme du guide officiel, je ne voudrais pas que vous pensiez que je me permets des jugements de valeur). Hier matin, dès 10h, la crème numéro 30 minimum était de rigueur et, le vent étant immobile comme dirait Jean Perron, il y avait pas mal de luisance corporelle à contempler. On pourrait même dire que le volley de plage est au volet sportif ce que la poésie est au volet culturel, mais je ne le dirai pas.

Côté couverture journalistique, vous comprendrez que ce n'est pas facile. Être assis là pendant quatre heures à regarder la crème de la belle jeunesse du monde en tenue minimale se mettre du sable partout, je ne souhaite ça à personne. Les risques d'insolation sont énormes, et ce n'est pas la CSST qui paiera pour ça.

Quand je vous disais que c'était un sale boulot.

♦ ♦ ♦

Je ne vous ai pas encore parlé de la publicité lors de ces jeux, mais ça viendra. Pour l'instant, considérons ceci: les volleyeuses Nancy Gougeon et Marie-Andrée Lessard portent, sur le côté postérieur du bas de leur maillot deux-pièces, soit, pour vous situer, là où le dos perd son nom dans le secteur de l'os qui met fin à la colonne vertébrale, un logo de *La Presse*. Vous connaissez mon souci perpétuel d'éviter les gags faciles, aussi me contenterai-je de poser une question: quand on dit *je pense donc je lis*, qu'est-ce que ça signifie, au juste? (Note à moi-même: ne pas oublier de téléphoner à Guy Crevier pour tirer cela au clair.)

M. Boutros-Ghali soutenait en ce sens que l'intégration à la Francophonie permettait aux États de faire progresser le français. Le document de travail du ministère fédéral des Affaires étrangères est d'ailleurs fort intéressant à ce sujet. Il retrace la progression récente du français dans certains pays membres de la Francophonie.

On y apprend par exemple que la Macédoine, depuis son adhésion en septembre 1999, travaille fort pour que le français prenne sa place parmi la population de quelque deux millions de personnes. Ainsi, dès la rentrée scolaire 1999, plusieurs secteurs bilingues ont été créés dans les plus prestigieux établissements d'enseignement secondaire. De plus, de nombreux échanges scolaires et chantiers jeunesse permettent aux Macédoniens d'apprendre le français.

Cela dit, certains déplorent la trop grande ouverture de la Francophonie. Parmi ceux-ci, le Québec. La ministre des Relations internationales, Louise Beaudoin, demande en ce sens au secrétaire général de l'OIF, Boutros Boutros-Ghali, de resserrer les rangs de l'organisation afin que les membres puissent davantage se concentrer sur la promotion et la défense du français. «Il ne faut pas diluer la Francophonie, il faut que ça ait un sens et une âme», a-t-elle affirmé.

Restera donc à voir, lors du prochain Sommet de la Francophonie, qui se tiendra à Beyrouth à la fin octobre, si les chefs d'État entérineront le projet actuellement sur la table de modifier les structures pour attirer davantage de pays dans l'organisation. Le statut d'observateur pourrait ne plus être qu'une étape, comme c'est le cas actuellement, mais un statut en soi. La Francophonie pourrait de cette manière intégrer des pays où le français n'est encore qu'un phénomène relativement récent.

LE DEVOIR

LES SPORTS

Expos 7, Phillies 6

Les trois V font trébucher Philadelphie

MICHEL LAJEUNESSE
PRESSE CANADIENNE

V pour victoire, mais aussi et surtout V pour Vlad, Vidro et Vazquez.

Vladimir Guerrero a claqué deux circuits, dont un dramatique après un retrait en fin de neuvième, et il a permis aux Expos d'arracher un gain de 7-6 aux Phillies de Philadelphie, malgré une performance exécrable d'Ugueth Urbina.

Les Expos semblaient se diriger vers une victoire facile jusqu'à ce que Urbina (1-1) se pointe au monticule en neuvième. Il a permis aux Phillies d'égaliser la marque 6-6 quand il a cédé un circuit de trois points au frappeur suppléant John Estrada.

Urbina a donné un but sur balles à Travis Lee, un simple à Marlon Anderson avant qu'Estrada n'expédie une offrande par dessus la clôture de droite.

Tout un sabotage. Mais Guerrero a tout changé aux dépens de Rhéal Cormier (5-2) en fin de manche.

Les Phillies de Philadelphie se souviendront des Killer V's qui leur ont fait perdre le premier rang de la section est de la Ligue nationale pour la première fois depuis le 27 juin.

Après un départ chancelant, Javier Vazquez a lancé un de ses meilleurs matches de la saison. En sept manches et deux tiers, il a espacé cinq coup sûrs et trois points, dont deux mérités seulement. Il a retiré neuf frappeurs sur des prises.

Les deux autres Killer V's ont encore fait du bruit. Cette combinaison de Vidro et Guerrero s'avère l'une des plus redoutables du baseball présentement.

Guerrero a claqué ses 25^e et 26^e circuits en plus d'obtenir un

simple, un double et un but sur balles. Vidro n'a obtenu qu'un double en cinq présences, mais il a produit deux points.

Au cours de leurs six derniers matches, les deux compères totalisent 24 coups sûrs en 49 présences pour une moyenne de .489. Ils ont obtenu huit circuits et produit 18 points.

Le gaucher Omar Daal a cédé sept coups sûrs et quatre points en six manches et deux tiers.

Tout semblait vouloir réussir aux Phillies au cours des premières manches. Le régime qu'ils imposaient au match leur procurait un point par manche.

En première, un simple de Brian Hunter et un double de Bobby Abreu leur ont donné un premier point.

En deuxième, Lee Stevens a regardé passer sous son gant un roulant de Marlon Anderson. La balle a filé au champ droit et Anderson a arrêté sa course au troisième. Un simple de Timo Perez lui a permis de marquer. Puis en troisième, Abreu a claqué son 19^e circuit.

Mais là, Vazquez s'est fâché. Il a fermé la porte, retirant sept frappeurs de suite, dont cinq d'affilée sur des prises.

Et son équipe a repris du poil de la bête contre Daal. Guerrero a d'abord bouclé son 25^e circuit en quatrième.

G la manche suivante, Peter Bergeron a frappé en lieu sûr dans un 14^e match d'affilée, Vidro a produit deux points avec un double au champ centre et Lee Stevens a soutiré un but sur balles quand les buts étaient tous occupés.

Stevens a bien racheté son erreur de la deuxième manche avec un circuit en solo en huitième contre Jose Santiago. Il a cédé deux autres coups sûrs, dont un d'un point à Mike Modica.

88^e Tour de France



ROBERT PRATTA REUTERS

L'arme secrète derrière la formidable domination de l'Américain Lance Armstrong?

Le diable aux trousses

Lance Armstrong remporte en «patron» son deuxième succès consécutif

ASSOCIATED PRESS

Après l'Alpe d'Huez, Lance Armstrong (US Postal) a remporté en «patron» son deuxième succès consécutif hier lors de la 11^e étape du 88^e Tour de France cycliste, un contre-la-montre individuel en côte inédit de 32 kilomètres, disputé entre Grenoble et Chamrousse.

Le Texan de 29 ans a grimpé en aigle cette ascension pour venir se percher à la troisième place du classement général, à la veille de la journée de repos à Perpignan et avant les trois étapes pyrénéennes qui devraient définitivement confirmer sa totale domination.

Au sommet de Chamrousse, à 1730 mètres, Armstrong a franchi la ligne une minute pile d'avance avant l'Allemand Jan Ullrich (Deutsche-Telekom) et une minute et 35 secondes avant l'Espagnol Joseba Beloki (Once).

Arrivé 46^e de l'étape, sept minutes après Lance Armstrong, François Simon (Bonjour) a conservé le maillot jaune de leader. Il devance toujours le Kazakh Andreï Kivilev (Cofidis), deuxième à 11,01 secondes, alors qu'Armstrong a ravi la troisième place du

général à l'Australien Stuart O'Grady. L'Américain pointe désormais à 13 min 7 s du leader alors qu'il avait été relégué à plus de 35 minutes après l'échappée de Pontalier, qui avait surpris l'ensemble des favoris dimanche.

«Je suis très satisfait. Je connaisais très bien le parcours, nous l'avions reconnu cinq ou six fois», a déclaré Lance Armstrong après avoir signé sa neuvième victoire d'étape dans le Tour de France.

Parti avec un casque profilé sur les 13 premiers kilomètres pratiquement plats, puis nu-tête dès les premières marches de cette escalade hors catégorie, l'Américain a survolé les débats pour finir le parcours en une heure sept minutes 27 secondes dans la station iséroise où Jean-Claude Killy avait conquis ses trois médailles d'or en ski alpin lors des Jeux olympiques de Grenoble en 1968.

Comme en 1999 à Sestrières et en 2000 à Hautacam, Armstrong a profité de la montagne pour asseoir sa domination. Sa récente démonstration dans le contre-la-montre en côte de Crans Montana lui avait déjà permis de remporter le Tour de Suisse.

À mi-parcours du Tour de France avec à venir trois arrivées en altitude dans les Pyrénées demain, samedi et dimanche, l'Américain semble parti non seulement pour décrocher une troisième victoire consécutive dans la Grande Boucle mais pour réaliser un fabuleux Grand Chelem. S'il s'imposait sur les hauteurs d'Aix-les-Thermes, de Saint-Lary-Soulan et de Luz-Ardiden, il réaliserait le sans-faute absolu. À l'égal du grand Fausto Coppi, qui, en 1952, avait remporté les étapes de l'Alpe d'Huez, de Sestrières et du Puy-de-Dôme, les trois arrivées en altitude pour la première fois proposées au menu du Tour.

Avant les Pyrénées, Armstrong possède 3 min 7 s d'avance devant Beloki, troisième du tour l'an dernier, alors qu'Ullrich suit l'Espagnol à la cinquième place du général. Le champion d'Allemagne et olympique à Sydney compte 3 min 34 s de retard derrière Armstrong.

«En prenant une minute à Jan, Armstrong a prouvé qu'il est le meilleur pour le moment. Il a été plus fort qu'Ullrich dans les Alpes», a déclaré Rudy Pevenage, directeur sportif de la Deutsche-Telekom.

Tournoi de boxe des Jeux de la Francophonie

Kevin Dubé crée la surprise en battant Benoît Gaudet

ROBERT LAFLAMME
PRESSE CANADIENNE

Hull — Kevin Dubé a créé la surprise du tournoi de boxe aux Jeux de la Francophonie, hier, en défaisant son ami Benoît Gaudet, celui-là même qu'il a remplacé au sein d'Équipe-Québec.

«Benoît était fâché contre moi. Il n'a pas voulu me serrer la main», a dit le jeune Trifluvien, qui souhaitait que sa victoire ne brise pas l'amitié qui les unit.

Une heure après le combat, Gaudet, de Drummondville, était encore sous le choc.

«Je ne comprends tellement pas ce qui est arrivé que je ne sais pas quoi dire. C'est ma plus grosse déception, a-t-il déclaré. Je vais trainer ça pendant toute ma vie. Je me demande même si ça vaut la peine de continuer de boxer. Je vais y réfléchir.»

Gaudet a affronté un rival qui ne devait même pas être aux Jeux. Dubé a pu y participer uniquement parce que Gaudet a joint les rangs d'Équipe-Canada à la suite du forfait d'Andrew Kooner.

Le destin a voulu qu'ils croisent le fer dès leur premier combat chez les 54 kilos.

Gaudet, âgé de 21 ans, a sans doute cru que la partie serait facile face à un adversaire qu'il avait déjà battu à six reprises. Mais Dubé lui a réservé une surprise, l'emportant 11-6 grâce à un dernier round du tonnerre au cours duquel il a ébranlé Gaudet pour un compte de huit.

«Je n'en reviens pas encore, a lancé Dubé. J'ai gagné grâce aux prières de ma tante Hélène de Cap-de-la-Madeleine, j'en suis sûr.»

Le jeune homme de 19 ans est déjà médaillé en raison de son statut de demi-finaliste de sa catégorie. *«Juste d'avoir battu Benoît, c'est ma médaille d'or à moi.»*

Neuf autres boxeurs canadiens ont atteint les demi-finales, hier, ce qui leur assure également au moins le bronze. Ce sont Sébastien Gauthier de Saint-Jérôme, chez les 48 kilos, Yann Bizier de Saint-Émile (60 kg), Nicolas Esnault (60 kg) et Aaron Edget (75 kg), tous deux du Nouveau-Brunswick, Ryan Savage (67 kg) de Winnipeg, Sébastien Demers de Saint-Hyacinthe (67 kg), Don Orr de Victoria (75 kg), Ryan Henney de Saskatoon (91 kg) et Eric Barrak de Longueuil (91 kg). Orr et Barrak ont gagné sur forfaits.

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Section Est				
	G	P	Moy	Diff
Atlanta	53	41	564	—
Philadelphie	52	42	553	1
Floride	48	47	505	5 1/2
New York	44	52	458	10
Montreal	41	54	432	12 1/2
Section Centrale				
	G	P	Moy	Diff
Chicago	55	38	591	—
Houston	52	41	559	3
St. Louis	47	46	505	8
Milwaukee	43	49	467	11 1/2
Pittsburgh	35	58	376	20
Cincinnati	35	59	372	20 1/2
Section Ouest				
	G	P	Moy	Diff
Arizona	54	39	581	—
Los Angeles	52	42	553	2 1/2
San Francisco	49	45	521	5 1/2
San Diego	44	50	468	10 1/2
Colorado	40	53	430	14

Hier

Chicago 6 Pittsburgh 5
Montréal 7 Philadelphie 6
Houston 17 St. Louis 11
Atlanta 3 Cincinnati 1 (7 manches et demi)
N.Y. Mets 4 Floride 3, 11 manches
Arizona à San Diego
Milwaukee à Los Angeles
Colorado à San Francisco

Aujourd'hui

Floride à N.Y. Mets, 12h10
Atlanta à Cincinnati, 12h35
Philadelphie à Montréal, 13h35
St. Louis à Houston, 16h05
Milwaukee à Los Angeles, 16h10
Arizona à San Diego, 17h05
Chicago Cubs à Pittsburgh, 19h05
Colorado à San Francisco, 22h15

Demain

N.Y. Mets à Philadelphie, 19h05
Cincinnati en Floride, 19h05
Montréal à Atlanta, 19h35
Chicago Cubs à Houston, 20h05
Pittsburgh à St. Louis, 20h10
Los Angeles au Colorado, 21h05
Milwaukee à San Diego, 22h05
Arizona à San Francisco, 22h35

LIGUE AMÉRICAINE

Section Est				
	G	P	Moy	Diff
New York	56	38	596	—
Boston	55	39	585	1
Toronto	44	51	463	12 1/2
Baltimore	41	53	436	15
Tampa Bay	30	65	316	26 1/2
Section Centrale				
	G	P	Moy	Diff
Minnesota	57	37	606	—
Cleveland	53	39	576	3
Chicago	46	46	500	10
Detroit	41	51	446	15
Kansas City	36	58	383	21
Section Ouest				
	G	P	Moy	Diff
Seattle	68	26	723	—
Oakland	50	44	532	18
Anaheim	46	48	489	22
Texas	39	55	415	29

Hier

Texas 6 Baltimore 4 (premier match)
Texas à Baltimore (2^e match annulé)
N.Y. Yankees 8 Detroit 5 (premier match)
Detroit 12 N.Y. Yankees 4 (deuxième match)
Boston 5 Toronto 4
Anaheim 2 Tampa Bay 1
Seattle 2 Kansas City 0 (10 manches)
Cleveland 9, Chicago White Sox 4
Oakland 7, Minnesota 2

Aujourd'hui

Anaheim à Tampa Bay, 12h15
N.Y. Yankees à Detroit, 19h05
Boston à Toronto, 19h05
Texas à Baltimore, 19h05
Seattle à Kansas City, 20h05
Oakland au Minnesota, 20h05
Cleveland à Chicago White Sox, 20h05

Demain

Detroit à Cleveland, 19h05
Anaheim à Baltimore, 19h05
Toronto à N.Y. Yankees, 19h05
Texas à Tampa Bay, 19h15
Oakland à Kansas City, 20h05

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Section Est									
	G	P	N	DP	PP	PC	PTS		
Winnipeg	2	0	0	0	78	36	4		
Montréal	2	0	0	0	59	17	4		
Hamilton	1	1	0	0	54	35	2		
Toronto	0	2	0	0	19	57	0		
Section Ouest									
	G	P	N	DP	PP	PC	PTS		
Edmonton	1	0	0	1	41	46	3		
Saskatchewan	1	1	0	0	41	41	2		
C.-B.	1	1	0	0	40	54	2		
Calgary	0	2	0	0	34	80	0		

Vendredi 20 juillet

Hamilton à Toronto, 19h00
Montréal à Winnipeg, 20h30
Calgary à Edmonton, 21h00

Samedi 21 juillet

Saskatchewan en C.-B., 22h30

EN BREF

Carpentier garde les couleurs de Player's

(PC) — L'écurie Player's-Forsythe a confirmé hier qu'elle avait exercé l'option prévue au contrat du pilote québécois Patrick Carpentier. Cela signifie que, l'an prochain, le pilote de Joliette disputera une cinquième saison d'affilée sous les couleurs de Player's. *«Nous sommes fiers de poursuivre notre association avec Patrick et de pouvoir compter sur un pilote aguerri dont le professionnalisme et la force de caractère en font l'un des meilleurs de sa profession»,* a déclaré le vice-président aux opérations de l'équipe Player's, Neil Micklewright. Les mauvais résultats obtenus depuis le début de la saison n'ont pas fait peur à Carpentier, qui s'est dit emballé à l'idée de demeurer au sein de cette équipe. Alex Tagliani, qui signé un contrat de trois ans l'année dernière, demeurera son partenaire.

Le camp d'entraînement de l'équipe canadienne devient obligatoire

PRESSE CANADIENNE

L'équipe olympique canadienne de hockey participera à un camp d'entraînement en septembre, que cela plaise ou non à l'Association des joueurs de la LNH, a confirmé l'entraîneur Pat Quinn hier.

«Oui, nous serons là-bas», a déclaré Quinn en parlant d'un camp d'entraînement qui se déroulerait à Banff, en Alberta, pendant trois ou quatre jours, au cours de la première semaine de septembre.

Quinn pourrait faire appel à 33 ou 34 joueurs. Les dirigeants de l'Association canadienne de hockey, qui n'ont nommé que huit joueurs, n'ont pas encore présenté la forma-

tion complète qui représentera le pays au tournoi olympique de Salt Lake City, l'hiver prochain.

L'Association des joueurs était parvenue à faire insérer une clause interdisant les camps d'entraînement pour les joueurs de la LNH participant aux Jeux olympiques de 1998 dans l'entente qu'avaient aussi signée la LNH et la Fédération internationale de hockey sur glace.

Des 33 ou 34 joueurs qui seraient présents à Banff, seulement 23 seront choisis pour former l'équipe canadienne en décembre. Aux yeux de l'association, il s'agirait donc d'un camp de sélection.

Quinn a affirmé que cela n'était pas le cas. *«Personne ne sera reje-*

té. L'évaluation des joueurs est un processus à long terme. Nous avons des éclaircisseurs qui épient les joueurs depuis un an. Nous avons réduit les possibilités à 33 ou 34 joueurs. Au cours des trois mois précédant décembre, nous allons choisir les derniers joueurs de l'équipe. Cela n'a rien à voir avec l'élimination de certains joueurs.»

L'Association des joueurs de la LNH a donné son accord à contre-cœur à toutes les formations qui voudront organiser des camps d'entraînement de 48 heures en vue de la préparation du tournoi olympique de Salt Lake City.

Selon Quinn, d'autres pays sont aussi en train d'organiser des camps d'entraînement.